

Les deux tiers des Français (62%) demandent au Gouvernement de revenir sur sa volonté de baisser les APL pour les locataires Hlm

L'Union sociale pour l'habitat rend aujourd'hui public un sondage réalisé par téléphone du 9 au 11 novembre 2017 par Kantar Public, auprès d'un échantillon national représentatif de 981 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas.

Connue d'un Français sur deux, **la décision du Gouvernement de baisser les APL pour les locataires Hlm et d'imposer aux organismes Hlm de prendre en charge le coût de cette mesure suscite une opposition majoritaire**. 57% des personnes interrogées désapprouvent cette décision (dont 34% « tout à fait »). Seuls 35% l'approuvent. 72% des locataires Hlm s'y opposent. Cette décision est même jugée dangereuse pour l'avenir du logement social par 6 Français sur 10 (60%, dont 79% des locataires Hlm) : signe d'une crispation d'une partie des Français, les opposants sont plus nombreux à estimer cette décision « tout à fait » dangereuse (35%) que « plutôt » dangereuse (25%).

Dès lors, une part similaire des Français exprime le souhait que le **Gouvernement revienne sur sa décision de baisser ou supprimer les APL, que ce soit pour l'accession à la propriété (63%), pour les locataires Hlm (62%) ou pour ceux du privé (61%)**.

Les inquiétudes des acteurs du logement social sont à cet égard très largement comprises par les Français (76%) dont la moitié dit même les comprendre « tout à fait ». Enfin, la mobilisation du monde Hlm est soutenue par 56% des Français, et 71% des locataires Hlm.

Pour Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat, « *Nos concitoyens font part d'une opposition claire au projet du Gouvernement de baisse des APL, notamment pour les locataires Hlm. Les Français ont bien compris l'enjeu et le danger. Nous publions ce jour un « Livre noir de la réforme de l'APL », disponible sur notre site et qui sera envoyé dans les prochains jours à l'ensemble des Parlementaires. Ce Livre noir, c'est à la fois l'étude d'impact économique que les services de l'État n'ont pas faite, et la manifestation du soutien que les élus, les syndicats, le secteur associatif, apportent au Mouvement Hlm dans un combat juste face à un projet qui est un non-sens économique et social.* »

L'Union sociale pour l'habitat représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'Outre-mer, quelque 720 organismes Hlm à travers ses cinq fédérations (la Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm, l'Union d'économie sociale pour l'accession à la propriété et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale auprès des pouvoirs publics, des médias, des milieux professionnels et de l'opinion publique ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat et l'élaboration de propositions pour une politique sociale de l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes afin de faciliter, rationaliser et développer leurs activités et leurs compétences professionnelles. En 2016, plus de 92 000 logements locatifs et foyers ont été financés par les organismes Hlm qui détiennent et gèrent 4,8 millions de logements et logent plus de 10 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont aussi des acteurs importants de l'accession sociale à la propriété : 14 400 logements ont été vendus à des accédants, en secteur groupé ou en diffus. Animés par 12 000 administrateurs bénévoles, ils emploient 82 000 salariés. **Pour en savoir plus : www.union-habitat.org**

Contacts presse : Joachim Soënard / Alice Grapinet - Direction de la Communication
Tél. : 01 40 75 52 56 ou 01 40 75 79 42 ou 07 64 57 85 66